



Déclarations et Discours

N° 77/10

UN DÉFI HISTORIQUE

Discours d'ouverture prononcé à la rencontre ministérielle de la Conférence sur la coopération économique internationale par M. Allan J. MacEachen, président du Conseil privé et co-président de la Conférence, Paris, 30 mai 1977.

Vers la fin de 1975, lors de la première session ministérielle de la Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.), je soulignai que nous faisons face à un défi historique. Il nous faut maintenant, au cours des trois prochains jours, relever ce défi. Je suis assuré que nous y arriverons si nous reconnaissons que la Conférence n'est qu'un pas sur un chemin beaucoup plus long qui, éventuellement, nous conduira tous vers un nouvel ordre international.

La C.C.E.I. qui réunit vingt-sept pays industrialisés et en développement est une organisation unique de par ses structures et ses méthodes. Elle a affaire à un monde qui doit sans cesse s'adapter à de profonds changements; un monde dans lequel les pays en développement sont aux prises avec des problèmes toujours plus graves tout en ayant une nouvelle conscience de leur potentiel. Si les questions portées à l'attention de la Conférence ont un contenu presque universel, les délibérations à l'intérieur desquelles elles s'inscrivent ont néanmoins été prudentes, exhaustives et innovatrices. A cause de leur complexité et du caractère fondamental des sujets qu'elles traitent, ces questions méritent bien les longues heures de discussion dont elles ont fait l'objet au cours des derniers mois. Un bénéfice immédiat en a été retiré, soit une plus grande sensibilisation et une meilleure compréhension de notre part à leur égard. Pour beaucoup de ces questions la réponse n'est pas simple. Pour d'autres encore, même au terme de nos discussions présentes, nous n'avons parcouru qu'une étape d'un long trajet puisque leur ultime mise en oeuvre et leur résolution relèvent d'autres instances.

Nous avons fait de réels progrès dans certains secteurs tels que la croissance à long terme du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), les engagements pris pour accroître substantiellement l'Aide publique au développement (A.P.D.), la nécessité de réduire notre dépendance en ce qui concerne les hydrocarbures et, enfin, l'appui de la Conférence à une décennie consacrée à l'infrastructure africaine.

Dans nos délibérations continues, nous devons chercher à concentrer notre attention sur les propositions réalisables et essentielles parmi la masse de celles qui nous ont été présentées à la suite de la réunion des hauts fonctionnaires. Voilà les domaines où nous pouvons réaliser des progrès concrets si nous établissons certains principes et lignes de conduite essentiels. En effet, il n'est que trop facile de passer à côté des questions qui nécessitent le plus notre attention quand la presque totalité des sujets soulevés a des retombées nationales et internationales de première importance. Voilà le cruel dilemme auquel s'est heurtée la Conférence tout au long de son déroulement.

Le succès ne s'obtiendra pas tout seul. Son étendue dépendra des nouveaux engage-

ments que nous prendrons au cours des trois prochains jours. La Conférence et les grands événements des trois dernières années nous ont tous rendus pleinement conscients des réalités du défi fondamental auquel doit faire face l'humanité dans un monde aux ressources limitées, et des complexités douloureuses qui accompagnent tout changement. En tant qu'hommes politiques, nous reconnaissons tous que de nouvelles décisions ou lignes d'action seront inévitablement le produit d'un dialogue complexe et permanent. Aucun progrès ne serait possible si, pays développés comme pays en développement, nous nous contentions des dossiers que je remarque autour de moi sur les tables. Le défi qui s'offre à nous est d'aller au-delà des positions déjà établies même s'il va de soi que l'on ne peut en trois jours refaire le monde.

Un échec dans nos efforts pour relever le défi et trouver un terrain d'entente convenable, représenterait, à mon avis, une grande perte pour tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement. Ils perdraient la chance d'oeuvrer à l'évolution harmonieuse des relations économiques internationales. Cette évolution est désormais devenue une force motrice permanente et nécessaire à laquelle nous devons vraiment faire face, faute de quoi nous aurons à payer toujours plus cher notre immobilisme. Je suis persuadé que nous devons poursuivre cet élan, voire même le promouvoir, non seulement au sein de cette Conférence mais également dans les autres enceintes internationales, et particulièrement au sein de l'Organisation des Nations Unies: mais il faut le faire avec la participation générale (et d'une façon équitable) de tous les secteurs de nos sociétés.

Les difficultés économiques et sociales que le monde a connues au cours des dernières années, et dont nous ne sommes pas entièrement relevés, sont à l'origine de cette conférence. Tous ces événements nous ont éveillés à l'interdépendance croissante des nations. Nous ne sommes pas, du moins je l'espère, catalogués entre Nord et Sud, mais nous nous considérons plutôt comme des voisins vivant sur une même planète et, à ce titre, nous sommes tous responsables du bien-être futur de l'humanité. Nous commençons à percevoir comment nous devrions et pourrions agir les uns avec les autres, à découvrir les moyens qui permettraient de trouver un nouvel équilibre entre nations et individus et à trouver le moyen de relever le défi du partage. Ce que nous devrions ajouter ces trois derniers jours pour clôturer avec succès cette Conférence sur la coopération économique internationale est un plus grand souci des autres. Les décisions au niveau international, tout comme nous le faisons déjà au niveau national, ne doivent pas reposer uniquement sur un équilibre économique; elles doivent de plus en plus trouver leur justification dans certains impératifs moraux, de justice sociale. Notre tâche est de faire connaître notre engagement à ces objectifs et d'entretenir un dialogue soutenu en vue de progresser toujours davantage dans ces domaines.

S/C